

Séance ordinaire du lundi 30 novembre 2020

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Modalités de réunion à distance du Conseil municipal dans le cadre de l'Etat d'Urgence Sanitaire - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire offre la possibilité aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'organiser les réunions de leur assemblée délibérante en audio ou visioconférence, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19. Pour ce faire, il convient préalablement de déterminer et de valider par délibération les modalités d'identification des participants à la réunion, d'enregistrement et de conservation des débats et les modalités de scrutin.

Les modalités d'identification des participants à la réunion :

Il est proposé de faire appel au prestataire UBIC, proposant une solution cumulant le système de visioconférence StarLeaf et le système de vote électronique QuizzBox – prestataire déjà sollicité à l'occasion des votes secrets des précédents Conseils en présentiel. Cette solution requiert une connexion Internet et ne nécessite pas l'installation d'un logiciel sur le poste informatique de l'utilisateur.

Le lien StarLeaf de la réunion a été communiqué à chaque conseiller municipal qui dispose ainsi d'une connexion au salon de discussion, où il peut s'identifier par son nom et prénom. L'usage de la vidéo permet à chacun de constater l'identité des intervenants.

Un appel sera réalisé à l'ouverture de la séance comme cela est le cas en présentiel.

Cet appel vaut identification des participants. Il n'est pas procédé à un autre appel au cours de la séance.

Par ailleurs, le prestataire QuizzBox génère pour chaque affaire inscrite à l'ordre du jour un document identifiant les élus s'étant connectés pour activer la procédure de vote électronique.

Des référents UBIC et QuizzBox seront présents pour accompagner le Maire pendant toute la séance. Ils assureront la gestion technique de la séance (prises de paroles, affichage, réglages, ouverture et clôture des votes, affichages des résultats).

Les modalités d'enregistrement et de conservation des débats :

Cette visioconférence sera retranscrite en direct sur le site de la collectivité, via la plateforme *YouTube*. Cette rediffusion assure la publicité de la séance puisque les citoyens et journalistes disposent ainsi de la possibilité de suivre et de rendre compte de la séance et des débats.

Comme pour les Conseils en présentiel, la vidéo restera consultable par le même biais ultérieurement à la séance. Un enregistrement audio est également effectué et conservé. Les élus, étant présents dans le cadre de leur mandat électif, ne peuvent refuser d'être filmés ou enregistrés.

Un compte-rendu et un procès-verbal de la séance seront réalisés. Les délibérations originales seront tenues en registre, sur lequel sont également reportés la convocation, les présences, les pouvoirs et le sens des votes. Ce registre constitue une archive.

Les modalités de scrutin :

Il est proposé l'usage de la solution de vote électronique QuizzBox, paramétrée en scrutin public.

En amont de la séance, chaque élu a reçu par e-mail l'ensemble des éléments nécessaires à ce vote (lien de connexion, identifiants individuels, note explicative de la solution).

Ce vote électronique offre les mêmes possibilités de vote que le vote à main levée, prise en compte des procurations et des refus de prendre part au débat et au vote compris.

Un élu souhaitant quitter la séance (et éventuellement donner son pouvoir à un autre élu) devra demander la parole et le signifier au Maire. Le technicien Quizzbox se chargera d'impacter en réel la procuration sur le nouvel élu. Une confirmation sera sollicitée par le Service Assemblées et Vie des Institutions après la séance.

Proposition de modification ponctuelle du règlement intérieur de l'Assemblée :

Compte tenu des modalités particulières d'organisation induites par la tenue d'un Conseil en visioconférence, il est proposé pour ce Conseil comme pour l'ensemble des Conseils en visioconférence ultérieurs, d'intégrer les éléments exposés ci-dessus au règlement intérieur de l'Assemblée.

Il est également proposé la suspension de l'application de l'article 52 portant modulation de l'indemnité de fonction des élus en cas d'absence sous réserve qu'elle soit imputable à un problème avéré de connexion à la visioconférence. L'élu concerné devra impérativement en informer le Service Assemblées et Vie des Institutions pendant la session du conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités d'identification des participants à la réunion, d'enregistrement et de conservation des débats et les modalités de scrutin telles que définies dans cette délibération ;
- d'approuver la modification ponctuelle du règlement intérieur de l'Assemblée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-149262-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.